

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville

BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 53

Objet de la délibération : Direction des
Systèmes d'Information et du Numérique
- Projet Très Haut Débit - Convention de
Programmation et de suivi des
déploiements (CPSD) avec l'opérateur
SFR - Version 2 - Avenant n°1

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.120

Date de la convocation :

Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 2 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MASCARELLI,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1425-1, L. 5211-17 et L. 5216-7 ;

Vu la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, prévoyant la mise en place des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2013 définissant le cahier des charges de l'appel à projets "France très haut débit - Réseaux d'initiative publique" auquel devront répondre les territoires pour obtenir les aides de l'Etat et fixant notamment la condition d'éligibilité des projets tenant à leur envergure territoriale, a minima départementale ;

Vu la délibération du 27 juin 2013 prise par l'assemblée départementale approuvant le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06) ainsi que ses annexes ;

Vu la délibération du 22 novembre 2013 prise par le comité syndical du SICTIAM créant une compétence n° 9 uniquement dédiée à l'aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes ;

Vu la délibération du 31 janvier 2014 prise par l'assemblée départementale transférant, d'une part, au SICTIAM la compétence départementale définie à l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et approuvant, d'autre part, les statuts dudit syndicat ;

Vu la délibération n° CC.2014.153 du 13 octobre 2014 prise par le Conseil Communautaire modifiant, d'une part, les compétences de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis relatives à l'aménagement numérique du territoire, et adoptant, d'autre part, le principe d'une adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n° 9 ;

Vu la délibération n° CC.2015.003 du 16 février 2015 prise par le Conseil Communautaire validant l'adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n° 9 et actant que cette adhésion vaut transfert au SICTIAM de la compétence « Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévues au 1 de l'article L.1425-1 du CGCT ;

Vu la délibération n° CC.2015.128 du 28 septembre 2015 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange ;

Vu la délibération n° CC.2016.53 du 11 avril 2016 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange - Version 2 ;

Vu la délibération n° CC.2016.54 du 11 avril 2016 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR ;

Vu le modèle de CPSD défini au niveau national ;

Vu la délibération n° CC.2016.141 du 26 Septembre 2016 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR - Version 2 ;

Considérant le Plan France Très Haut Débit 2013-2022 qui vise à couvrir l'intégralité du territoire national en très haut débit d'ici 2022, c'est-à-dire à proposer un accès à Internet performant à l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations ;

Considérant la CPSD signée le 23 mars 2017 par les représentants de l'Etat, de la Région, du Département, des EPCI concernés et de l'opérateur SFR ;

Considérant le plan « Aménagement numérique des territoires » présenté par le Premier Ministre lors la 2^{ème} Conférence nationale des territoires le 14 décembre 2017 visant notamment à accélérer et sécuriser les déploiements des opérateurs privés dans les territoires urbains et péri-urbains ;

Considérant les engagements de l'opérateur de réseau conventionné (ORC), société SFR, présentés au Gouvernement, et l'avis favorable du Gouvernement le 26 juillet 2018 rendant ces engagements opposables et pouvant être sanctionnés par l'Arcep ;

Considérant l'accord SFR-Orange du 27 juin 2018 redéfinissant le plan de partage en zone AMII entre les 2 opérateurs sur le département des Alpes-Maritimes ;

Considérant la demande de l'ORC SFR de décliner ces nouveaux engagements au niveau local, et d'accroître la transparence de ses déploiements ;

Il est proposé, à l'ensemble des signataires de la CPSD initiale, un avenant à la CPSD du 23 mars 2017.

Cet avenant modifie le paragraphe 1.4 du Préambule « Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le territoire de la Collectivité », ainsi que l'annexe 2 « Zone conventionnée », l'annexe 3 « Volumes annuels » et l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements ».

Les nouveaux engagements de SFR visent dorénavant à garantir que 100 % (hors refus de tiers) des habitations et des locaux professionnels seront raccordables aux services communications électroniques par la fibre optique en 2022.

Objectifs de la CPSD du 23/03/2017		
Année	Locaux programmés (armoire optique dans la rue)	Locaux raccordables (point de branchement au droit du local)
2018	58 %	Na
2019	97 %	Na
2020	100 %	Na
2021	100 %	Na
2022	100 %	Na

Objectifs de l'avenant n° 1		
Année	Locaux programmés (armoire optique dans la rue)	Locaux raccordables (point de branchement au droit du local)
2018	23 %	16 %
2019	75 %	31 %
2020	100 %	92 %
2021	100 %	96 %
2022	100 %	100 %

Ces engagements s'appliquent à 9 communes supplémentaires du département. Les déploiements SFR seront donc mis en œuvre sur 17 communes des Alpes-Maritimes.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH avec l'opérateur SFR dans sa version 2, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH avec l'opérateur SFR dans sa version 2, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Avenant à la Convention de programmation et de suivi des déploiements FttH des Alpes- Maritimes



Plan France Très Haut Débit

2018

Entre :

L'État, domicilié aux fins des présentes Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Place Félix Baret, 13282 Marseille, représenté par le Préfet de Région Pierre DARTOUT

Ci-après désigné l' « *État* »

Et,

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, domicilié aux fins des présentes 27, place Jules Guesde, 13481 Marseille, représenté par son Président M. Renaud MUSELIER, dûment habilité par une délibération en date du ,

Ci-après désigné la « *Région* »

Et,

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, domicilié aux fins des présentes Centre administratif départemental 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice Cedex 3, représenté par son Président Monsieur Charles-Ange GINESY, dûment habilité par une délibération en date du ,

Ci-après désigné le « *Département* »

Et,

La Métropole Nice Côte d'Azur, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, domiciliée aux fins des présentes 5, rue de l'Hôtel de Ville, 06364 Nice Cedex 4, représentée par son Président Monsieur Christian ESTROSI, dûment habilité par délibération n° 6 de son Conseil Métropolitain du 11 avril 2014, modifiée par la délibération n°21.26 du 27 juin 2017,

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, domiciliée aux fins des présentes 449 route des Crêtes, Les Genêts, 06901 Sophia Antipolis cedex, représentée par son Président Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxx 201x,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, domiciliée aux fins des présentes 57 avenue Pierre Sépard, 06130 Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxx 201x,

La Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, domiciliée aux fins des présentes Hôtel de Ville, CS 50044, 06414 Cannes Cedex, représentée par son Président David Lisnard, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxx 201x,

Ci-après désignés « la Collectivité », étant entendu que ce terme générique désigne contractuellement chacun des EPCI ou commune concernés

D'une part,

et,

SFR, Société anonyme au capital de 3 423 265 598,40€, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 343 059 564 et dont le siège social est situé 16 rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris, représentée par Monsieur Alain WEILL, Président Directeur Général

Ci-après désigné l' « *Opérateur de Réseau Conventionné* » ou *ORC*

D'autre part,

Tous ensembles désignés les « *Parties* »,

Table des matières

Préambule	5
Article 1. Objet	6
Article 2. Modification du point 1.4 du préambule	5
Article 3. Modification de l'annexe 2 « Zone conventionnée »	6
Article 4. Modification de l'annexe 3 « Volumes annuels »	8
Article 5. Modification de l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »	8

Préambule

Les Parties ont signé le 23 mars 2017 une convention de programmation et de suivi des déploiements FttH.

En 2018, l'ORC a proposé au Gouvernement des engagements de déploiements FttH en zone AMII dans le cadre de l'article L.33-13 du code des postes et communications électroniques. L'ORC a également souhaité accroître la transparence de ses déploiements et a exprimé la volonté de décliner localement ses engagements et de proposer à l'ensemble des collectivités locales signataires d'une CPSD des avenants à ces dernières permettant notamment d'enrichir les annexes de suivi.

Dans la suite de ces évolutions, et en application de l'article 14 de cette Convention, les Parties ont souhaité modifier la Convention les liant.

Par cet avenant, l'ORC propose de communiquer, dans les conditions prévues par la convention, à l'ensemble des signataires, les éléments suivants :

- le calendrier détaillé, année par année et commune par commune, du démarrage des déploiements ainsi que la date de fin des déploiements (Annexe 2 de la convention) ;
- par année, le volume indicatif des locaux programmés, des locaux raccordables sur demande ainsi que le volume indicatif des locaux raccordables (Annexe 3 de la convention) ;
- la mise à jour du référentiel d'informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements (Annexe 8 de la convention).

Les Parties se sont rapprochées ce jour pour formaliser leurs engagements réciproques dans le cadre du présent avenant.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. **Objet**

Le présent avenant a pour objet d'annuler et remplacer :

- le paragraphe 1.4 du Préambule « Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le territoire de la Collectivité » ainsi que les
- l'annexe 2 « Zone conventionnée »
- l'annexe 3 « Volumes annuels »
- l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »

Les autres stipulations et Annexes de la convention demeurent inchangées et continuent de s'appliquer aux Parties.

Il prend effet à la signature des Parties pour la durée de la Convention.

Article 2. **Modification du point 1.4 du préambule**

Le nouveau paragraphe du Préambule 1.4 ci-dessous annule et remplace le texte existant.

1.4.1. Rappel des engagements de SFR au titre de l'article L.33-13 du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE)

Conformément à l'arrêté ministériel du 26 juillet 2018 portant acceptation d'un engagement national pris par SFR au titre de l'article L.33-13 du CPCE, l'engagement de SFR rend juridiquement opposables le périmètre et le calendrier du déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné dans les zones concernées, permettant à l'Autorité de Régulation des Postes et des Communications Electroniques (ARCEP) de sanctionner d'éventuels manquements, dans les conditions prévues à l'article L.36-11 du CPCE.

Cet engagement national de SFR sur fondement de l'article L.33-13 du CPCE s'inscrit dans le cadre des promesses de l'Etat d'un environnement législatif qui doit permettre la simplification et la fluidité des déploiements de l'ensemble des réseaux très haut débit et s'entendent en l'absence de modification substantielle du cadre législatif et réglementaire, SFR se réservant le droit de reconsidérer tout ou partie de ses engagements dès lors qu'il serait en mesure d'en démontrer l'impact substantiel sur son plan d'affaires.

Cet engagement national de SFR s'accompagne également dans les Alpes-Maritimes d'une simplification avec la mise en cohérence des déploiements hors zone très dense issue de l'accord Orange – SFR et du courrier cosigné par les deux opérateurs le 3 juillet 2018 à l'adresse du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, des EPCI et des six communes intéressées : Beaulieu-sur-Mer, Gattières, Gilette, Le Broc, Cagnes-sur-Mer, Théoule-sur-Mer où les redondances FttH sont supprimées entre ces deux opérateurs.

1.4.2. Contexte dans lequel s'inscrit le projet de SFR dans le département des Alpes-Maritimes

Altice France, société mère de SFR, est le premier acteur de la convergence entre télécoms et médias en France. Altice France est également un groupe médias de premier plan avec 14 chaînes de télévisions, 2 radios, 5 titres de presse, autour de marques emblématiques telles que BFM, RMC, Libération ou encore L'Express. Que ce soit à travers son kiosque numérique, son portefeuille de droits sportifs, la production, le financement ou l'achat de contenus originaux et exclusifs, Altice France invente de nouveaux modèles d'édition et de distribution ouverts à tous. En 2017, Altice France a réalisé un chiffre d'affaires de 10,8 milliards d'euros.

SFR est un acteur incontournable des télécoms au service de 22 millions de clients et dispose de positions d'envergure sur l'ensemble du marché, que ce soit auprès du grand public, des entreprises, des collectivités ou des opérateurs. Opérateur leader de la 4G en France, SFR continue d'animer le marché par ses investissements massifs, notamment sur le territoire du Département des Alpes-Maritimes en vue d'étendre et densifier sa couverture. SFR est aussi doté du premier réseau Très Haut Débit (FttB/FttH) avec plus de 11 millions de prises éligibles en France. C'est donc toute l'expertise nationale et internationale du groupe Altice en matière de Très Haut Débit qui est mise au service du projet de SFR dans la zone conventionnée.

SFR entend ainsi rester un acteur majeur du Très Haut Débit en France et contribuer pleinement à la réussite du Plan gouvernemental France Très Haut Débit.

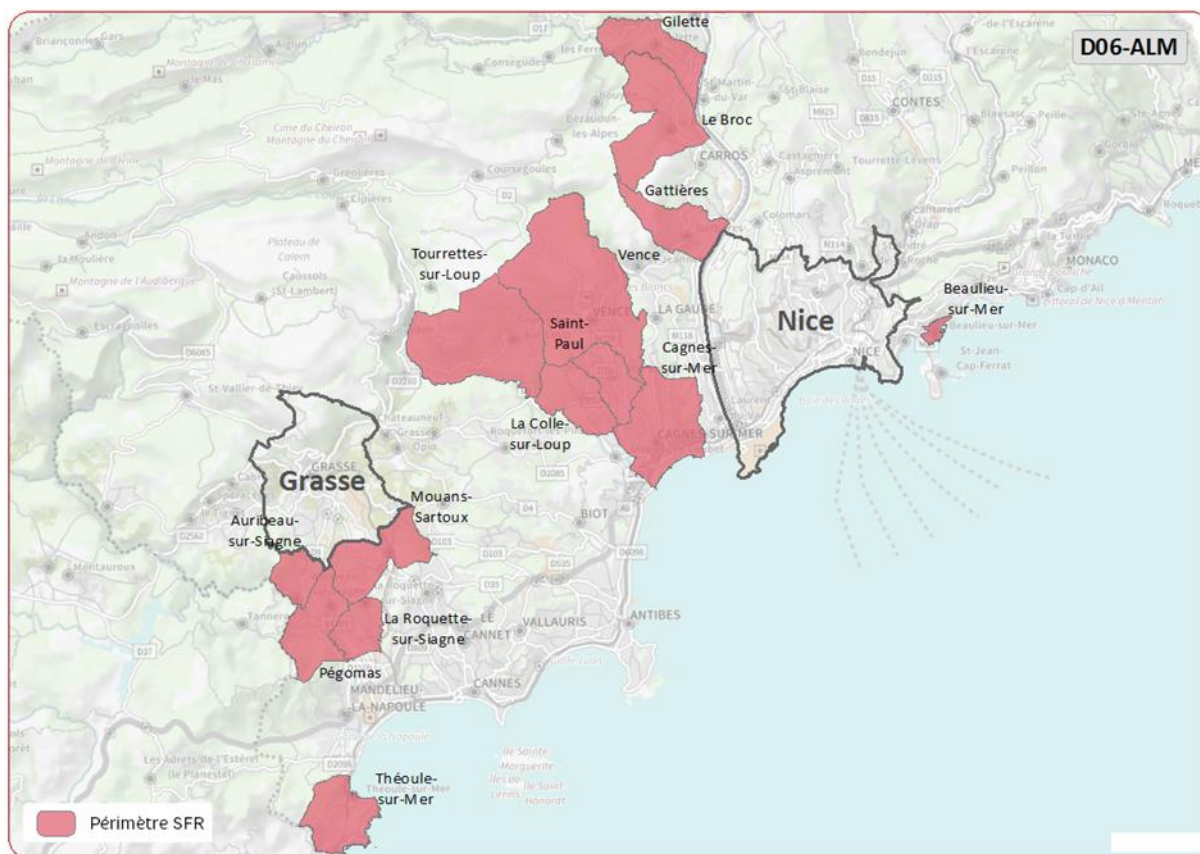
Article 3. Modification de l'annexe 2 « Zone conventionnée »

Communes hors Zone très dense

Communes hors Zone très dense -Alpes Maritimes

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2]
06007	CA du Pays de Grasse	Auribeau-sur-Siagne	1 607	2017	2018	2020
06011	Métropole Nice Côte d'Azur	Beaulieu-sur-Mer	3 991	2018	2018	2020
06025	Métropole Nice Côte d'Azur	Le Broc	848	2018	2018	2020
06027	Métropole Nice Côte d'Azur	Cagnes-sur-Mer	32 467	2018	2018	2020
06044	CA de Sophia Antipolis	La Colle-sur-Loup	4 219	2016	2016	2020
06064	Métropole Nice Côte d'Azur	Gattières	1 968	2018	2018	2020
06066	Métropole Nice Côte d'Azur	Gilette	857	2018	2018	2020
06084	CA du Pays de Grasse	Mouans-Sartoux	5 460	2016	2018	2020
06090	CA du Pays de Grasse	Pégomas	3 774	2016	2018	2020
06108	CA du Pays de Grasse	La Roquette-sur-Siagne	2 648	2016	2018	2020
06128	CA de Sophia Antipolis	Saint-Paul-de-Vence	2 202	2016	2016	2020
06138	CA Cannes Pays de Lérins	Théoule-sur-Mer	3 427	2018	2018	2020
06148	CA de Sophia Antipolis	Tourrettes-sur-Loup	2 723	2017	2017	2020
06157	Métropole Nice Côte d'Azur	Vence	11 791	2016	2016	2020
TOTAL (14 communes)			77 982			

Cartographie des zones de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné



Article 4. Modification de l'annexe 3 « Volumes annuels »

La nouvelle Annexe 3 ci-dessous annule et remplace l'Annexe 3 existante.

L'ORC met en œuvre les moyens nécessaires pour déployer les volumes indicatifs prévisionnels suivants :

	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux en aval PM non encore raccordables		Volume de locaux Raccordables sur demande		Volume de locaux Raccordables	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
Situation existante	-	0%	-	0%	-	0%	12 371	16%
2018	18 074	23%	65 611	0%	-	0%	12 371	16 %*
2019	58 487	75%	53 617	69%	-	0%	24 365	31 %*
2020	77 982	100%*	-	0%	6 239	8%	71 743	92 %*
2021	77 982	100%*	-	0%	3 120	4%	74 863	96 %*
2022	77 982	100%*	-	0%	-	0%	77 982	100 %*

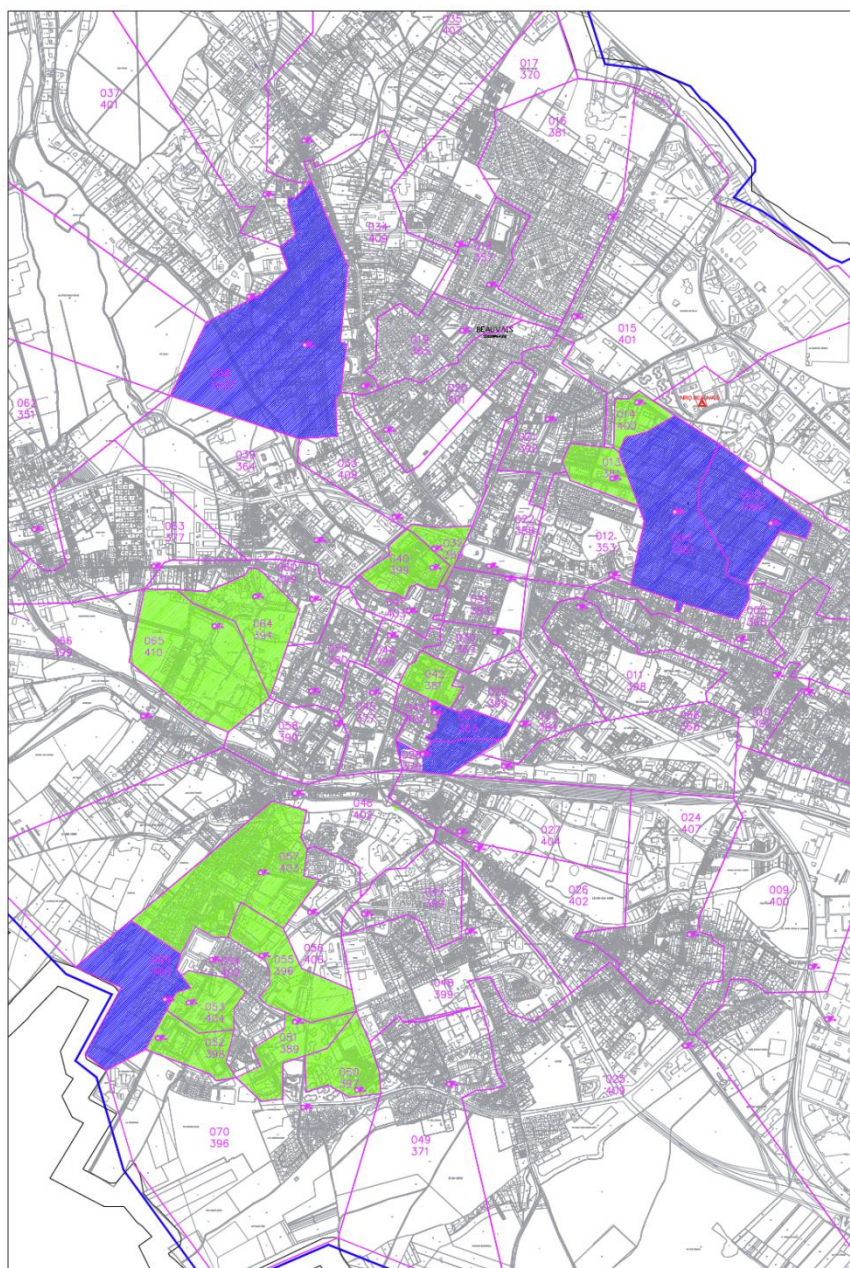
- Locaux en aval PM non encore raccordables : locaux programmés mais pas encore raccordables ou raccordables sur demande (par exemple : locaux raccordables dès autorisation, etc.) ;
- Locaux raccordables sur demande : volume maximum indicatif ;
- * : voir dispositions des articles 5.2.2 et 5.2.4 de la Convention relatifs aux refus de tiers ou équivalents

Article 5. **Modification de l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »**

La nouvelle Annexe 8 ci-dessous annule et remplace l'Annexe 8 existante.

L'ORC précise dans l'Annexe 8 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre du suivi des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants :

- Cartographie des déploiements réalisés au format vectoriel (mise à jour du fichier cartographique communiqué dans le cadre de la programmation concertée des déploiements)



- Fichier de suivi des déploiements à la maille de la commune comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », « en aval PM non encore raccordables » et « Raccordables sur demande ».

Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de locaux programmés	Début du déploiement ¹ [année] (démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	Nombre de PM en cours d'établissement ²	PM mis à disposition	Nombre total de PM à terme	Nombre de Locaux Raccordables sur demande	Nombre de locaux Raccordables dès autorisation	Nombre de locaux en aval PM non encore raccordables	Nombre de locaux Raccordables

¹ Point d'attention : la mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers.

² Pour desservir la commune. Le ou les PM n'étant pas nécessairement établis sur le territoire de la commune et ne desservant pas nécessairement uniquement la commune

- Fichier IPE précisant notamment le statut de chacun des locaux rattaché au PM (Raccordable sur demande / Raccordable dès autorisation / Raccordable) issu du groupe de travail Interop – disponible 2018

Fait à Nice, le

En 8 exemplaires,

Pour l'Etat,	Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Pour le Département des Alpes-Maritimes,	Pour la Métropole Nice Côte d'Azur
Pour la Communauté de Sophia Antipolis,	Pour la Communauté du Pays de Grasse,
Pour la Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins,	Pour SFR,

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_120
Nature : DE - Deliberations
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR - Version 2 - Avenant n.1
Matière : 8.1 - Enseignement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : p9DQwof

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_120-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_120
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 1
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR - Version 2 - Avenant n.1
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_120-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_120-DE-1-1_2.PDF

N